Équateur : República BanaNoboa

Le 20-11-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Nous diffusons un article de Maurice Lemoine paru sur le site *Mémoire des luttes* à propos de la situation en Équateur où Daniel Noboa, avec le soutien actif des États-Unis et tacite de l'Union européenne, intensifie sa dictature néolibérale et anti-démocratique.
Nous vous recommandons le site *Mémoire des luttes* pour être informés sur l'actualité de l'Amérique latine et de l'ingérence constante des États-Unis.

Image

Luisa González lors de la campagne présidentielle de 2023.

Forte émotion, le 22 octobre 2026, en Équateur… Accusée de financement irrégulier de sa campagne de 2023, l'ex-candidate de gauche aux deux dernières élections présidentielles, Luisa González, est spectaculairement arrêtée par des policiers vêtus de noir, cagoulés et armés, avant d'être incarcérée. Présidente du principal parti d'opposition équatorien, Révolution citoyenne (RC), auquel appartient la détenue, Gabriela Rivadeneira dénonce : « *Cela instaure ou rend visible ce que nous répétons depuis quelque temps : l'Équateur vit sous une dictature.* »

Compagne de route politique de l'ex-président Rafael Correa (2007-2017), leader historique de la RC au nom du « socialisme du XXIe siècle », González a occupé, sous les deux mandats de ce dernier, des postes et des fonctions aussi éminents que coordinatrice de l'Agenda stratégique, députée, vice-ministre du Tourisme, secrétaire général du Bureau présidentiel et secrétaire nationale de l'Administration publique.

Au terme de ses deux mandats, Correa est parti vivre momentanément en Belgique, pays natal de son épouse, avant d'être condamné par contumace en Équateur, en 2020, à huit ans de prison pour « corruption » – une imputation tellement problématique qu'il fallut lui reprocher d'avoir exercé « une influence psychique » sur ses subordonnés pour pouvoir le condamner [1].

Après les mandats de Lénín Moreno (2017-2021), ex-vice-président de Correa ayant retourné sa veste et entamé une haineuse persécution de ses anciens amis, puis du banquier conservateur Guillermo Lasso (2021-2023), démissionnaire de la Présidence pour échapper à une infamante procédure de destitution, Luisa González, désormais députée et cheffe de file de la Révolution citoyenne, affronta une première fois Daniel Noboa lors de la présidentielle anticipée de 2023. Elle perdit alors au second tour, au terme d'un scrutin particulièrement tendu, après avoir recueilli 48 % des voix.
Rejeton d'un clan oligarchique « roi de la banane » et propriétaire du groupe économique le plus puissant du pays, Noboa entreprit de terminer, de 2023 à 2025, le mandat du chef de l'État déchu Guillermo Lasso. On l'avait deviné ambitieux, on le découvrit d'emblée beaucoup plus autoritaire que compétent.

Pays le plus sûr d'Amérique du Sud pendant les deux présidences de Correa, l'Équateur est devenu le paradis des narcotrafiquants du fait de l'affaiblissement institutionnel entraîné par les politiques néolibérales de Moreno et de Lasso. Livré à la violence des gangs, le pays et ses habitants souffrent plus qu'on ne peut l'imaginer. Mais, en déclarant l'existence d'un supposé « conflit armé interne » (décret 111 de janvier 2024), Noboa choisit une manière aussi forte que simpliste, ce qui en général ne mène à rien. D'état d'exception en état d'exception, les forces armées se déploient dans tout le pays. Si l'État de droit et le mouvement social en font les frais, la violence ne diminue pas. Dans le même temps, l'indice du Dow Jones intéresse davantage Noboa que les chiffres du chômage et le taux de pauvreté. La vie étant faite de réactions en chaîne, Luisa González se retrouve donc la mieux placée en 2025 pour répondre aux frustrations du peuple, dont les causes ne manquent pas.

Seulement, la vie politique n'est pas si simple qu'il peut paraître à première vue. Menée depuis des années par une justice équatorienne que relaient des médias aux ordres, la campagne de

diabolisation du « correisme » continue à porter ses fruits. Depuis la Belgique, Correa lui-même ne dénonce-t-il pas être sous le coup dans son pays de soixante-et-une enquêtes criminelles – « *plus qu'El Chapo Guzmán, Augusto Pinochet et Al Capone réunis* » – en vertu d'une stratégie régionale faisant « *de tout dirigeant de gauche un narco-politique et un leader du crime organisé* [2] » ? Le procédé se révèle diablement efficace.

Au premier tour de la présidentielle, le 9 février 2025, Noboa se retrouve au coude à coude avec González – et la devance même très légèrement. Au nom d'Action démocratique nationale (ADN), il recueille 44,17 % des suffrages ; la candidate de Révolution citoyenne – Mouvement rénovation totale (RC-RETO), 44 %. Un écart de moins de 17 000 voix !
« *Pas un vote pour la droite !* » Arrivé en troisième position avec 5,25 %, Leonidas Iza, candidat du mouvement indigène Pachakutik (PK), appelle à voter González. Le Parti socialiste équatorien (0,53 %) et le Centre démocratique (0,40 %) se rallient également. Le fléau de la balance penche à gauche, la cause semble entendue. D'autant que, pendant ce temps, Noboa défraie la chronique en faisant destituer sa vice-présidente, pas assez soumise à ses yeux, par le Tribunal du contentieux électoral, puis rend visite à Donald Trump à Mar-a-Lago. Ce scrutin est en effet le premier en Amérique du Sud depuis le retour à la maison Blanche du « Grand MAGA ». Noboa a été l'un des rares présidents latinos invités à l'investiture du magnat de l'immobilier. Entre les deux, on parlera d'autant plus d'atomes crochus que, Américain autant qu'Équatorien, Noboa possède la double nationalité.

Pour que nul n'embarrasse son amical complice, Trump est même allé jusqu'à retirer l'ambassadeur des États-Unis (nommé par Joe Biden) en Équateur, Arthur Brown, un peu trop « *progre et afro* » [3] à ses yeux. Un simple chargé d'affaires reste en poste à Quito. De sorte que, le 13 avril 2025, la nouvelle règle prescrite par Washington dans son « arrière-cour » est respectée. A la stupéfaction générale, le président-candidat Noboa l'emporte avec 55,63 % des suffrages. S'il progresse spectaculairement de 11 % entre les deux tours – 1 280 000 votes supplémentaires –, González, malgré les reports qui la favorisaient, reste curieusement bloquée sur 44,37 %.

La candidate de gauche refuse de reconnaître un résultat défiant la logique. L'hypothèse d'une fraude prend d'autant plus de force qu'apparaissent, dans tout le processus électoral, un certain nombre d'incongruités. Rien n'y fera : tous les recours légaux et réclamations déposés par la RC – y compris la contestation juridique de 15 000 procès-verbaux – seront rejetés, laissés sans réponse ou archivés. Dès lors, entretenu par Luisa González, Rafael Correa et de nombreux dirigeants de la RC, mais pas que par eux, un très fort doute plane sur la régularité de cette élection [4].

Avec le recul, on objectera qu'un tel retournement de tendance est tout à fait possible. Au Brésil, en octobre 2026, Luiz Inácio Lula da Silva, arrivé deuxième au premier tour (45,12 %% des voix contre 47,06 % à Flavio Bolsonaro), confronté à un report de voix des candidats éliminés défavorable, donné battu par de nombreux sondages, n'a-t-il pas effectué une formidable « remontada » pour finalement l'emporter avec près de 52 % des voix ?
La comparaison ne tient pas. Si Lula a engrangé un spectaculaire ajout de 10,4 millions de votes par rapport au premier tour, Bolsonaro, contrairement à une Luisa González scotchée sur son score initial [5], a lui aussi nettement progressé de 3,7 millions de voix. Par ailleurs, immédiatement après lui avoir supposément octroyé une « large victoire », le même corps électoral va infliger un formidable désaveu à Noboa lorsque celui-ci entreprendra de mettre en œuvre les mesures qu'il avait annoncées avant sa réélection.

Dans la région

30 novembre 2025. Au Honduras, le candidat de Donald Trump, le conservateur Nasry Asfura, l'emporte sur la candidate de gauche à la présidence Rixi Moncada (Libre) au terme d'un scrutin entaché d'une grossière ingérence et d'une fraude avérée.

3 janvier 2026. Une intervention militaire étatsunienne fait plus de 100 morts à Caracas, se solde par la séquestration du président vénézuélien Nicolás Maduro, de son épouse, la députée Cilia Flores, et par la prise de contrôle du pays.

7 juin 2026. Au Pérou, Keiko Fujimori, fille de l'autocrate Alberto Fujimori, sera déclarée vainqueure de la course à la présidence avec une marge infime (50,13 %des voix) obtenue grâce à une fraude organisée lors du vote des Péruviens de l'étranger (essentiellement aux États-Unis et à Buenos Aires).

21 juin 2026. En Colombie, avant, pendant et après l'élection, à laquelle participe pour la gauche Iván Cepeda, le président en fin de mandat Gustavo Petro dénoncera une fraude ; ne l'ayant pas prouvée ou n'ayant pu la prouver, il remettra le pouvoir au candidat d'extrême droite Abelardo de la Espriella, déclaré vainqueur avec une différence de moins de 1 % des voix.

Six mois après sa « victoire », la claque à Noboa prend la forme d'un référendum au terme duquel, le 16 novembre, les Equatoriens rejettent l'installation de bases militaires étrangères dans le pays (60,80 % des votants), la réduction de moitié du nombre des députés (53,48 %), la fin du financement public des partis politiques (58,70 %) et la possibilité de changer de Constitution (61,58 %).

S'il en était encore besoin, on découvre la nature profondément antidémocratique du chef de l'État. La présence de bases militaires étrangères a été prohibée par la Constitution de 2008 élaborée et ratifiée sous le premier mandat de Correa. Ce référendum vient, une seconde fois, d'entériner massivement cette décision. Le chef de l'État marque le total mépris qu'il a pour la voix du peuple. Dès le 17 décembre, l'ambassade des États-Unis annonce l'arrivée dans le pays, en vertu d'un « accord bilatéral », de membres des forces armées US. Ceux-ci n'ont fait depuis qu'accentuer leur présence, agissant à partir des bases de Manta, du sanctuaire écologique des Galápagos et de l'aéroport de Taura. Depuis cette base aérienne vieille de soixante-dix ans et située à une heure de la capitale économique Guayaquil, les C-130 Hercules, C-17 Globemaster, V-22 Osprey et hélicoptères Black Hawk étatsuniens multiplient les vols opérationnels. D'après CNN (18 septembre 2026), un nombre conséquent de drones General Atomics MQ-9 Reaper – dits également « Predator B » ou « tueur de terroristes » – ont été transférés en Equateur (et en Colombie) pour «*renforcer les capacités opérationnelles du renseignement et de la surveillance des États-Unis dans la région* ». Pour avoir demandé formellement, début septembre, sur quelle base légale reposait cette présence militaire américaine sur le sol national, le général Mauricio Salazar Machuca, commandant en chef de la Force aérienne équatorienne, a été relevé de ses fonctions et, en guise de sanction, muté à un poste de moindre responsabilité.

Comme elles l'ont fait initialement face aux côtes du Venezuela, ces forces US, au prétexte de lutte contre le « narco-terrorisme », rendent la vie des pêcheurs équatoriens impossible, confrontés qu'ils sont aux destructions létales d'embarcations, captures illégales ou purs et simples assassinats (quatre morts encore, le 4 octobre 2026, et cinq le 27, revendiqués par l'US Southcom [Commandement sud de l'armée des États-Unis]) [6]. Le 7 octobre, une juge équatorienne a acquitté 32 pêcheurs – capturés et remis aux autorités nationales après que leurs bateaux « Conquista II » et « María Candelaria » aient été arraisonnés et coulés – en considérant qu' « aucun délit en lien avec le narcotrafic » n'avait pu être prouvé. Il s'agissait là du premier des procès impliquant au total 88

marins capturés avant que leurs embarcations ne soient envoyées par le fond.

Image

Troupes du Commandement sud de l’armée des Etats-Unis au large des côtes de l’Equateur.

Qu’on ne juge pas le Yankee implacable. Il sait à l’occasion se montrer bon enfant. Un exemple notable : le clan des Noboa. La holding bananière que celui-ci contrôle est mouillée dans toute une série d’affaires dont la plus récente remonte au 10 février 2025. Ce jour-là, la police découvrit 193 kilos de cocaïne dans une « hacienda » de 800 hectares appelée « San Luis S.A. » et située dans la province de Guayas. En 2000, cette société était présidée par Álvaro Noboa, père du chef de l’État, lequel chef de l’État en est toujours actionnaire [7]. Le dossier de cette affaire baptisée « Cachorro » a fait moins de vagues que les bâtiments de l’US Navy traquant en mer les supposés narcotrafiquants. Pas plus d’éclaboussures ne troublent la surface du lac de félicité Quito-Washington du fait des cas d’Álvaro Guibernau, gérant de Noboa Trading ; de José Luis Rivera Baquerizo, sous-traitant mais aussi délégué officiel de la cette entreprise lors des embarquements de containers ; de la présidente d’ADN, le parti présidentiel, María Moreno ; de l’ex-ministre Danilo Palacios… Tous impliqués à divers degrés, sans que la justice ne se démène outre-mesure, dans des expéditions de cocaïne vers le continent européen.

C’est que Noboa rend bien des services depuis sa résidence du palais de Carondelet. Dès qu’il éprouve un doute sur la conduite à tenir, ne se rend-il pas à Washington – quatorze visites depuis

son arrivée au pouvoir – pour y recevoir « les instructions » ? Le 17 décembre 2025, deux semaines avant l'agression militaire US sur Caracas, le chef de l'État équatorien faisait approuver par sa coalition parlementaire une résolution soutenant « la restauration de la démocratie au Venezuela » et « la détention de Nicolás Maduro ». Quelques jours plus tard, le 21 janvier 2026, Noboa entamera une guerre commerciale portant préjudice à la gauche colombienne, alors en pleine campagne électorale. Au prétexte que le président en exercice Gustavo Petro n'en faisait pas assez, à leur frontière commune, pour lutter contre le trafic de drogue, il imposa « à la Trump » des droits de douane de 30 %, puis 50 % et 100 %, sur les importations colombiennes. Il établit également un nouvel impôt sur le pétrole du pays voisin transporté par un oléoduc équatorien [8]. Poursuivant sa campagne d' « *exportation du discrédit* », Noboa, en octobre, accusera Petro, désormais ex-président, d'être lié à un réseau de narcotrafic et de blanchiment.

C'est avec enthousiasme que l'Équateur a intégré le Bouclier des Amériques. Promu par Trump, le secrétaire d'État Marco Rubio et le secrétaire à la Guerre Pete Hegseth, ce dispositif entend assurer la domination des États-Unis sur la région, en collaboration avec les gouvernements de droite et d'extrême droite, autour d'un programme commun axé sur l'appropriation (par Washington) des ressources stratégiques, la sécurité et la militarisation. Là encore, rien d'extraordinaire : pour bien montrer son alignement, Noboa a, en mars, donné 48 heures à l'ambassadeur de Cuba à Quito pour quitter le pays en le déclarant « *persona non grata* ».

Pendant ce temps, à l'intérieur du pays, la grogne monte. Ces dernières années, des ministères et des secrétariats d'État ayant été rayés de la carte, plus de dix mille agents publics ont été licenciés. Depuis la réélection, les budgets de la santé, de l'éducation et de la culture fondent comme neige au soleil, la TVA est passée de 12 % à 15 %, les coupes dans les ressources destinées aux gouvernements locaux aggravent la crise des services de base, les exonérations d'impôts accordées au monde de l'entreprise engraissent la sphère financière plus qu'elles ne favorisent l'investissement et la création d'emplois.
La suppression des subventions au diésel et à l'essence a provoqué une révolte menée par la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (Conaie) en septembre et octobre 2025, mouvement durement réprimé (3 morts et 473 blessés). Une dizaine de dirigeants affrontent depuis des actions judiciaires, le gel de leurs comptes bancaires et autres fantaisies destinées à leur « pourrir la vie » et à les dissuader de redescendre dans la rue.

Image

Réunion de la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur. Au centre, son dirigeant de 2021 à 2025, Leonidas Iza.

Pour ne rien arranger, d'incessantes et interminables coupures d'électricité affectent le quotidien des Équatoriens. Obscurité pour obscurité, bien que, depuis le début des présidences Noboa, le pays ait vécu 95 % de son temps sous régime d'exception, les huit premiers mois de 2026 ont enregistré 9216 homicides – 50,91 pour 100 000 habitants –, le record national absolu en matière d'insécurité.

Dans ces conditions, et pour continuer à gouverner comme il l'entend, Noboa, plus encore que ses deux prédécesseurs Moreno et Lasso, a fait un choix : éliminer purement et simplement l'opposition. Pour ce faire, il ne respecte ni la légalité internationale, ni les droits civiques, ni les procès équitables, ni les conditions d'emprisonnement décentes, ni rien de ce qui fait d'un pays ce qu'on appelle une démocratie.
Première et plus ancienne victime : l'ex-vice-président Jorge Glas – impliqué dans trop d'affaires pour un seul homme, même particulièrement actif et scélérat (« Odebrecht », « Arroz Verde », « Sobornos », « Singue », « Metástasis », etc.). Condamné dans des conditions plus que douteuses en avril 2020 à huit ans de prison (en même temps que Rafael Correa). Incarcéré depuis 2017, libéré deux fois sur décision judiciaire, ré-emprisonné systématiquement. À nouveau « provisoirement » dehors fin 2022, en vertu d'une « mesure conservatoire ». Alors que, ayant déjà effectué cinq ans de détention, Glas est alors admissible à la liberté conditionnelle, la procureure générale Diana Salazar remet une pièce dans le bastringue. Fin 2023, elle le convoque pour répondre d'une accusation de corruption dans le cadre de la reconstruction de Manabí (ville victime d'un tremblement de terre en avril 2016). Compte tenu de la persécution dont il est victime, l'ex-vice-président comprend ce qui l'attend. Le 17 décembre 2023, il se réfugie dans l'ambassade du Mexique, pays auquel il demande l'asile. L'impensable arrive. Au mépris du droit international et de la Convention de La Haye, le 6 avril 2024, les forces armées mènent un raid violent dans l'enceinte diplomatique pour le séquestrer. La communauté dite internationale détourne pudiquement les yeux. Bien que jugeant son arrestation

« illégale et arbitraire », la Cour nationale de justice équatorienne rejette la demande de libération de Glas. Sans surprise, il est condamné le 30 juin 2025 à 13 ans de prison pour « malversation de fonds publics » – alors qu'il n'en a géré aucun et n'a signé personnellement aucun contrat lors de la reconstruction des zones affectées de Manabí.
Malade, désespéré, Glas croupit depuis dans une prison de haute sécurité et sa vie est chaque jour un peu plus en danger (sans que ne lèvent un sourcil les grandes organisations de défense des « droits de l'Homme à géométrie variable » Human Right Watch ou Amnesty International).

Personne n'est au-dessus des lois et aucune force politique, qu'elle soit de droite ou de gauche, ne peut se prétendre à l'abri d'une présence de brebis galeuses en son sein. Toutefois, en Équateur et s'agissant du sort réservé à la Révolution citoyenne, la « justice » n'est rien d'autre que la continuation de la guerre par d'autres moyens. Technique connue sous l'appellation de « law fare ». Récemment récompensée par un poste d'ambassadrice plénipotentiaire en Argentine, l'ex-procureure générale Diana Salazar a, dans ce registre, entre 2019 et 2025, bien mérité des gouvernements néolibéraux. Le Département d'État américain ne s' y est d'ailleurs pas trompé qui, en février 2021, lui a octroyé un prix pour son labeur « contre la corruption ». Quant à la revue Time, elle a considéré Salazar, en avril 2024, comme « l'une des cent personnes les plus influentes du monde ». S'ennuyant semble-t-il dans son exil doré chez l'ami Javier Milei, l'ex-procureure vient de publier un ouvrage dans lequel, encensée entre autres par les journalistes mercenaires du quotidien de droite El Universo, et sous couvert de raconter sa vie, elle continue sa campagne infernale contre Glas et Correa [9].

Image

Rafael Correa (président) et Jorge Glas (vice-président).

Depuis 2025, les offensives judiciaires contre des dirigeants de la Révolution citoyenne se multiplient. On se limitera ici aux cas les plus emblématiques. Maire (RC-RETO) de Guayaquil, la capitale économique du pays, Aquiles Álvarez a été détenu le 10 février 2026, dans le cadre de ce qui est devenu le cas « Goleada » : la supposée commercialisation irrégulière de combustible subventionné. Pour faire bonne mesure, deux autres « affaires » se sont ajoutées à ce premier cas : « Triple A » et « Grillete » (enclenchée lorsque, en février, des policiers ont affirmé avoir trouvé Álvarez, assigné à résidence, sans le bracelet électronique qui lui a été imposé). Bien qu'aucune sentence ne l'ait permis, le maire a été incarcéré sous le régime de la « détention préventive », dans la prison de haute sécurité où se trouve déjà Jorge Glas.
En juin 2026, estimant qu'il n'existait pas d'indices de « délinquance organisée », trois juges de la Cour de Pichincha – Byron Uzcátegui, Silvana Velasco et Wiler Choez – ont eu la désastreuse idée de révoquer la prison préventive d' Álvarez et de la remplacer (brièvement) par des mesures de substitution (interdiction de sortir du pays, présentation périodique au commissariat). L'argument ne manquait sans doute pas de pertinence puisque le chef d'inculpation fut ultérieurement reformulé en « blanchiment d'actifs ». Pourtant, immédiatement désavoués par la Cour nationale de justice (CNJ), qui les accusa « d'infraction très grave et d'erreur inexcusable », les trois juges ont été « temporairement » suspendus, sans solde, avant d'être définitivement destitués le 27 octobre. Seul des trois magistrats de la CNJ à ne pas approuver cette sentence, Javier de la Cadena a pour sa part été expédié au tribunal d'Imbabura.
Gênait-il, lui aussi ? Le 7 septembre, sans explication réellement convaincante, le Conseil de la magistrature a annoncé la suppression de l'Unité judiciaire spécialisée pour les délits de corruption et de crime organisé, créée en 2022, dont les juges étaient sélectionnés par concours pour garantir leur indépendance [10].

« *Ce qu'ils ne peuvent pas gagner par les urnes, ils tentent de le gagner dans les tribunaux* », a réagi le maire de Quito, Pabel Muñoz (RC), au moment de l'arrestation de Luisa González. De pair avec la municipalité qu'il dirige, lui-même affronte… 687 actions légales et administratives, dont 28 émanent des parlementaires ADN de l'Assemblée nationale, 6 du Conseil national électoral (CNE) et 13 sont diligentées par le ministère public. Tout est bon pour incriminer (et discréditer) le maire : la gestion des infrastructures et des transports publics, l'achat soi-disant « surfacturé » de soixante trolleybus électriques dans le cadre d'un accord avec l'ONU [11], la vaccination des fonctionnaires municipaux, « la détérioration critique » des rails du métro de Quito ! Objectif : faute de l'éliminer (dans un premier temps), plomber sa possible réélection lors des élections municipales censées avoir lieu en février 2027… On y reviendra.

Affaire « Caja Chica » (« petit tiroir-caisse ») : en novembre 2025, Diana Atamaint, qui est au Conseil national électoral (CNE), qu'elle préside, ce que Diana Salazar est au ministère public, dénonce des irrégularités dans les comptes de campagne de la Révolution citoyenne lors de la présidentielle anticipée de 2023. Origine de l'action : un dénonciateur dont le nom est tenu secret. Précisions du CNE : bien que les débours totaux de la RC aient été inférieurs au plafond fixé par la loi, deux apports mineurs et surtout 174 930 dollars dépensés en publicité n'auraient pas été déclarés. Le 7 avril, un juge du Tribunal contentieux électoral (TCE) condamne la responsable de campagne Estefanía Molina à 18 000 dollars d'amende et déclare Luisa González et Andrés Arauz (candidat vice-président) [12] « responsables solidaires ».

Après avoir organisé une tombola militante pour recueillir les fonds, la RC paie l'amende. Le parquet n'en poursuit pas moins son enquête pour un supposé délit de « blanchiment d'actifs » et, à son instigation, le 6 mars 2026, le TCE ordonne la suspension provisoire du parti pour neuf mois. Sans possibilité de se défendre car non encore jugés, les responsables de la RC mis en cause sont toujours, à ce moment, présumés innocents.

Il se trouve que des élections doivent avoir lieu le 14 février 2027, au terme desquelles seront désignés 5 700 responsables locaux (préfets, maires, conseillers municipaux, membres des conseils paroissiaux [13] et du Conseil de participation citoyenne et de contrôle social [14]). Il se trouve également que, en 2023, la RC a remporté 49 mairies et 9 préfectures, ce qui fait d'elle, hors alliances, la première force politique du pays. Toutefois, il se trouve aussi que le pouvoir a d'impressionnantes compétences en matière de… météorologie. D'après le CNE, les pluies et les inondations dues au phénomène climatique El Niño au cours du premier trimestre de l'année 2027 risquent d'affecter très sérieusement le transfert du matériel et les installations électorales. Pour éviter de tels désagréments, les élections sont avancées de trois mois – au 29 novembre 2026. Il se trouve donc que, malheureux hasard, la période d'inscription des candidatures, également avancée, du 2 au 17 août 2026, coïncide avec la période pendant laquelle la RC est suspendue. Et sera de ce fait dans l'impossibilité de participer au scrutin.
Si l'on se réfère à la Constitution et au Code de la démocratie équatoriens, les élections ne peuvent être avancées que dans quelques cas spécifiques (dissolution de l'Assemblée, destitution du chef de l'État). Ces billevesées pèsent peu face à la gravité de la situation : dans une interview réalisée le 9 mars, le président Noboa rajoute aux défauts, tares et souillures qui ternissent la Révolution citoyenne, ses liens avec « *des groupes terroristes internationaux* ».

Rafael Correa, sur X, depuis la Belgique : « *À nos potentiels candidats : désaffiliez-vous de la RC pour qu'on ne vous empêche pas de participer. À tous les Equatoriens : ce 29 novembre, votez pour qui vous voulez, sauf pour l'ADN et la mafia qui nous gouverne.* » La RC ayant épuisé tous les recours juridiques, le mouvement AMIGO (Action mobilisatrice indépendante générant des opportunités) accepte que les candidats du parti proscrit se présentent en son nom. Conséquence immédiate : le 17 juillet, sur demande du ministère public, le Tribunal contentieux électoral suspend AMIGO pour neuf mois. Là encore est violé l'article 374 du Code de la démocratie : une organisation politique ne peut être suspendue qu'après une procédure judiciaire arrivée à son terme. Sauf que le code en question comporte un mot qui désormais dérange : « démocratie ». Alors que le débat sur ces interdictions fait rage, le ministre de l'Intérieur John Reimberg déclare tranquillement : « *Nous avons besoin de maires alignés sur le gouvernement ; il est impensable qu'ils aient une ligne différente.* »
Entretemps, le 3 juin, le maire d'Esmeraldas, Vicko Villacis (RC) a été arrêté et placé en « détention préventive », accusé de « blanchiment d'argent », ce qui, quelle que soit l'issue de cette affaire (dont l'auteur de cet article ignore les tenants et les aboutissants), l'empêchera de se représenter.

Bien que mise en difficulté, la RC réagit avec l'aide de ceux qui, dans le pays, demeurent attachés à la démocratie : 5 742 de ses candidats aux divers mandats sont accueillis par vingt-sept organisations nationales et locales, qui leur offrent de les représenter lors de ce scrutin. Parmi elles, le Parti socialiste équatorien (PSE) participera en alliance avec le « corréisme » dans 23 provinces (sur 24). Néanmoins, et globalement, plus de 3 000 de ces candidats RC « adoptés » (57 %) sont rejetées par l'autorité électorale. Parmi eux… Luisa González. Le parti indigène Pachakutik (PK) ayant retiré son candidat initial à son profit, elle se présentait à la Préfecture de Manabí. Sur intervention de représentants d'ADN et parce que la « démocratie interne » de PK ne serait pas respectée, le Bureau provincial électoral de Manabí refusa cette inscription [15].

Une technique à peu près similaire a été utilisée en vue de la présidentielle et des élections générales du 17 août 2025 en Bolivie. Soutenant la candidature d'Evo Morales, le parti nouvellement créé Evo Pueblo s'est vu refuser l'inscription par les autorités électorales. Une formation agraire et écologiste, Front pour la victoire (FPV) annonça accueillir l'ancien président (renversé par un coup d'État en 2019) pour lui permettre de participer au scrutin avant, curieusement, de se rétracter. Evo essaya alors de s'inscrire en représentation du Parti d'action nationale bolivienne (Pan-Bol), lequel se vit refuser toute existence légale. Ni Evo Morales ni les représentants de son courant ne purent participer à l'ensemble des élections, dont la présidentielle fut remportée par le candidat de droite Rodrigo Paz. Reclus dans sa région d'origine, le Chapare, Evo Morales est aujourd'hui sous la menace d'une arrestation et même d'un assassinat. Son ex-vice-président Álvaro García Linera vient pour sa part de s'exiler au Mexique, pays auquel il a demandé l'asile politique.

En janvier 2026, les autorités avaient perquisitionné le domicile de Luisa González, laquelle affrontait déjà… dix-neuf procédures judiciaires, dont celle nommée « Caja Chica ». On découvrit alors l'identité d'un des auteurs de la « dénonciation » initiale (rebaptisée « coopération ») : Santiago Díaz Asque, ex-directeur de campagne de González en 2023, expulsé de la RC lorsqu'il fut accusé du viol d'une mineure de 12 ans (pour lequel il a été condamné depuis à 29 ans de prison). Ce qu'on sait moins, c'est pourquoi, au moment de la détention de González, le 22 octobre 2026, l'enquête « Caja Chica » est devenue « Laberinto » (à moins que la seconde ne s'ajoute à la première, ce que nul n'a expliqué pour l'instant), avec une accusation modifiée : il ne s'agit plus de possibles irrégularités administratives portant, d'après l'Unité d'analyse financière et économique (UAFE), sur 204 000 dollars, mais de 500 000 dollars illicites, en espèces, en provenance du… Venezuela.
À ce premier coup de théâtre s'en ajours un autre, tout aussi surprenant, quand le parquet fait savoir, quasiment en même temps, que la fameuse campagne de 2023 a été financée « avec les ressources illicites de la commercialisation illégale d'hydrocarbures ». Une même source – le bras judiciaire du pouvoir –, deux versions sur l'origine de l'argent ! Dont la première met en cause les liens de la RC avec un État paria ; dont la seconde a l'avantage d' « enfoncer » la RC en reliant le cas de Luisa González avec celui d'Alquiles Alvarez et de son entreprise familiale Ternape Petroleum [16]. Ce que Noboa en personne – séparation des pouvoirs oblige ! – démultiplie à sa manière le 26 octobre sur Radio Sucre lorsqu'il précise qu' « il y a des indices » contre González et que l'argent « du narcotrafic et du crime organisé » est utilisé « pour financer l'opposition au gouvernement ».
En juin 2026, lors d'une réunion tenue à Manabí, le ministre de l'Intérieur John Reimberg déclarait que si Luisa González se présentait à la Préfecture, « elle perdrait ses droits politiques et irait en prison [17] ». Le 23 octobre, alors que se réalisait sa prophétie criminelle, c'est le maire de Quito Pabel Muñoz qu'il a cyniquement prévenu : « Il sait ce qu'il a fait et il sait qu'à n'importe quel moment on peut défoncer sa porte, l'attraper – j'espère qu'il sera en pyjama – et l'amener devant la justice [18]. » Quatre jours plus tard, l'Assemblée nationale incorporait à son ordre du jour un énième processus de vérification de la gestion municipale de Quito…
Chargée d'assurer le service après-vente, la majorité parlementaire a également voté le 6 novembre 2026 une réforme du Code organique d'organisation territoriale, d'autonomie et décentralisation (Cootad). Attire particulièrement l'attention l'instauration d'une limite indépassable de 90 jours à l'absence « temporaire » des maires, préfets et autres élus locaux. Au-delà, l'absence sera désormais considérée « définitive », l'élu étant automatiquement destitué et écarté de sa fonction. Une norme parfaite pour faire de la détention préventive, déjà utilisée comme condamnation anticipée, une « guillotine politique », a déclaré entre autres l'avocat constitutionnaliste Mauro Andino.

Sept personnes sont visées par l’enquête « Laberinto ». Inculpée en même temps que Luisa González, sa trésorière de campagne, Estefania Molina, demeure en liberté pour pouvoir s’occuper de son enfant. Dénonçant une « persécution politique », Andrés Arauz a quitté le pays. Embastillée dans une prison de haute sécurité, à Riobamba, vêtue de la tenue orange des criminels, l’ex-candidate de gauche à la présidence a fait appel. Elle aussi, mère célibataire, élève un fils (12 ans). La destitution des trois juges qui ont levé la détention préventive d’Alquiles Alvarez ayant servi d’avertissement aux magistrats, l’espoir est mince de voir les droits de Luisa González respectés. Tandis que s’exprime la crainte de la voir enterrée vivante, comme Jorge Glas, mais aussi pendant que la rue commence à bouger, Noboa a sollicité du Parlement et obtenu l’autorisation de s’absenter de la présidence du 12 au 18 novembre, puis du 20 au 26, pour pouvoir participer à la campagne des candidats de son parti aux élections locales (et du Conseil de participation citoyenne et de contrôle social - CPCCS) du 29 [19].

Image

Lettre adressée par Luisa González, le 4 novembre, à tous les Equatoriens : « ***Ne baissez pas les bras, ne vous avouez pas vaincus, ne cédez pas face à cette dictature. N'ayez pas peur, car la peur appartient à ce gouvernement, tandis que la foi et l'espérance sont NÔTRES ! Ne lâchez rien dans ce combat, ne lâchez pas le drapeau ! Luisa, Riobamba, 04/11/26*** ».

jeudi 12 novembre 2026 | Maurice Lemoine

[1] Voir : https://influjopsiquico.com/

[2] *Resumen Latinoamericano*, Buenos Aires, 17 septembre 2026.

[3] « Progre » : progressiste en langage MAGA.

[4] Lire « *En Équateur, des élections contestables et contestées* » (1er mai 2025) – https://www.medelu.org/En-Equateur-des-elections-contestables-et-contestees

[5] Luisa González perd même des voix dans des localités où, au premier tour, elle l'avait emporté.

[6] D'après le Washington Office on Latin America (WOLA), à la fin octobre 2026, la destruction en mer de 72 embarcations avait causé la mort de 238 personnes, dans les zones Pacifique et Caraïbe réunies.

[7] A cinq reprises, depuis 2020, des chargements de cocaïne ont été découverts (en Équateur en Italie, en Croatie, en Turquie) dans des navires dépendant de filiales de l'entreprise offshore Lanfranco Holdings S.A., laquelle, actionnaire majoritaire (51 %) de Noboa Trading, a son siège au Panamá.

[8] Bogotá réagit, bien sûr, par le même type de mesures douanières et cessa de vendre de l'électricité à l'Equateur.

[9] Diana Salazar, *Diana : más allá de la fiscal*, Dinediciones, Quito, 2026.

[10] Une cinquantaine de juges « ordinaires » de Pichincha, Iñaquito et Mariscal Sucre devraient être chargés de prendre en charge ces dossiers.

[11] Muñoz lui-même remet en cause cet achat, les véhicules livrés ne correspondant pas aux spécifications techniques prévues et considérant que la municipalité est victime d'une escroquerie.

[12] Ministre de la Connaissance et du Talent humain (2015–2017), Arauz a été précédemment candidat à la présidence (RC), battu par Guillermo Lasso, en février 2021. Il est déjà sous le coup d'une inculpation dans le cadre de l'affaire « Ligados » (association illicite pour interférer dans la gestion du Conseil de participation citoyenne et de contrôle social [CPCCS]).

[13] Sans aucune connotation religieuse, la paroisse désigne la subdivision territoriale et administrative la plus petite du pays.

[14] L'organe constitutionnel chargé de désigner les hautes autorités de l'État, parmi lesquelles le procureur général et les juges électoraux.

[15] La dirigeante n’a pas participé aux primaires du mouvement, car elle était en train de négocier le retrait d’un des participants. Un même refus a empêché la candidature de Gabriel Giler (RC) à la fonction de vice-préfet de Manabí.

[16] Témoin principal contre Alvarez et González, Ricardo Cevallos, ex-fonctionnaire du contrôle des combustibles devenu ultérieurement directeur financier des entreprises d’Alvarez, a été remis en liberté après avoir été un temps emprisonné.

[17] https://nacla.org/la-persecucion-judicial-deja-a-la-oposicion-ecuatoriana-fuera-las-elecciones/

[18] https://www.radiopichincha.com/reformas-al-cootad-juristas-advierten-guillotina-politica-contra-alcaldes-de-oposicion/

[19] Chasse aux voix oblige, Noboa a annoncé une baisse du prix de certains carburants – essences « Extra » et « Ecopaís », diesel « Premium » – du 12 novembre au 11 décembre 2026. Toutefois, cette diminution ne compense pas la hausse cumulée depuis la suppression de la subvention sur le diesel en septembre 2025. En Équateur, le CPCCS est entre autres chargé de promouvoir la participation citoyenne, la transparence, de lutter contre la corruption et de nommer les membres des hautes autorités de la République.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire